

Convention relative à la mise en place d'un projet éducatif territorial et d'un Plan mercredi

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 551-1, R. 551.13 et D. 521-12 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles R. 227-1, R. 227-16 et R. 227-20 ;

Vu le décret n° 2015-996 du 17 août 2015 portant application de l'article 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et relatif au fonds de soutien au développement des activités périscolaires ;

- Le maire de la commune de Ouistreham, dont le siège se situe à Place Albert Lemarignier 14150 OUISTREHAM
- Le préfet du Calvados
- La directrice des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados, agissant sur délégation de la rectrice d'académie
- La directrice de la caisse d'allocations familiales (CAF) du Calvados

Conviennent ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'organisation et les objectifs éducatifs des activités périscolaires mises en place dans le cadre d'un projet éducatif territorial et d'un plan mercredi pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et/ou élémentaires de Ouistreham dans le prolongement du service public de l'éducation et en complémentarité avec lui.

[Option selon la configuration locale] : Elle concerne également les modalités d'organisation et les objectifs éducatifs des activités périscolaires mises en place pour les enfants scolarisés dans les écoles privées sous contrat situées sur le territoire de cette (commune ou EPCI).

Article 2 : Partenariats

Le projet éducatif territorial/plan mercredi est mis en place avec les partenaires suivants :

- SDJES du Calvados
- CAF

REÇU EN PREFECTURE

le 19/04/2024

Application agréée E-legalite.com

73_CO-014-2114 04884-2024 0415-DL2024 0415_

- DSDEN du Calvados
- Parents d'élèves élus
- APE
- Centre socioculturel
- Ecole de musique
- Bibliothèques
- Service municipal des sports
- Référente famille

Article 3 : Objectifs du projet éducatif territorial/plan mercredi

Le maire et ses partenaires conviennent des objectifs suivants :

- Accueillir tous les enfants dans le respect de leur rythme biologique
- Consolider pour tous les enfants une offre éducative de qualité permettant leur développement et leur épanouissement
- Favoriser la cohérence éducative à travers une coopération renforcée de tous les acteurs
- Promouvoir des activités en lien avec son territoire : découverte de l'environnement, initier aux mobilités actives dès le plus jeune âge et/ou en lien avec les associations de son territoire.

Article 4 : Contenu du projet éducatif territorial/plan mercredi

Le maire et ses partenaires joignent à cette convention le descriptif du projet éducatif territorial/plan mercredi sur lequel figure la liste des écoles concernées.

Ce descriptif comprend notamment l'organisation du temps scolaire, la liste des activités périscolaires proposées aux élèves et les modalités selon lesquelles elles sont organisées. Il comprend également un volet « plan mercredi » présentant la démarche pédagogique, les acteurs et les moyens engagés dans les accueils de loisirs périscolaires fonctionnant le mercredi.

Article 5 : Engagements de la collectivité ou de l'établissement public de coopération intercommunale

La collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale s'engage à mettre en œuvre le projet éducatif territorial et le plan mercredi ainsi qu'à en faire l'évaluation.

La collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale s'engage à organiser un (ou des) accueil(s) de loisirs périscolaires fonctionnant le mercredi dans le respect des principes de la charte qualité (annexe 1).

Conformément à cette charte, les accueils de loisirs périscolaires du mercredi sont organisés autour des 4 axes suivants :

1. Continuité éducative (scolaire/périscolaire/extrascolaire, le cas échéant)
2. Accessibilité de tous les publics et inclusion des enfants en situation de handicap
3. Mise en valeur des richesses du territoire
4. Diversité et qualité des activités proposées

Quand les accueils de loisirs périscolaires ne sont pas organisés directement par la collectivité ou l'EPCI mais pour son compte par un autre acteur, la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunal s'engage à veiller au respect de la charte par cet acteur.

REÇU EN PREFECTURE

La collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale actualise au moins une fois par an ce document à compétence déléguée de la présente convention, et le transmet aux services de l'Etat.

73-60-014-2114 04884-2024 0415-DL2024 0415_

Article 6 : Engagements de l'Etat :

Les services de l'Etat co-contractants de la présente convention s'engagent, au sein des groupes d'appui départementaux (GAD) le cas échéant, à :

- accompagner la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale dans la mise en œuvre et l'évaluation de son projet éducatif territorial/plan mercredi ;
- soutenir financièrement la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunal en lui versant le fonds de soutien au développement des activités périscolaires aux conditions prévues par le décret du 17 août 2015 susvisé (qui réserve le bénéfice du fonds aux collectivités ayant conservé une organisation du temps scolaire comprenant 5 matinées) ;
- assister la collectivité dans l'organisation d'accueils de loisirs respectant la charte qualité figurant en annexe ;
- piloter la procédure de labellisation ;
- mettre à disposition sur le site planmercredi.education.gouv.fr des outils et des supports de communication dont le label en vue de l'information du public et de la valorisation des accueils concernés.

Article 7 : Engagements de la CAF:

Les services de la CAF s'engagent au sein des groupes d'appui départementaux, le cas échéant, à :

- accompagner le développement d'activités périscolaires de qualité, notamment le mercredi ;
- participer à la procédure de labellisation ;
- assurer le suivi du projet éducatif territorial/plan mercredi conjointement avec les services de l'Etat ;
- verser aux collectivités et établissements publics de coopération intercommunale ayant conservé une organisation du temps scolaire comprenant 5 matinées et sous réserve de leur éligibilité, l'aide spécifique aux rythmes éducatifs qui soutient les activités périscolaires organisées les jours d'école autres que le mercredi dans le cadre d'un accueil de loisirs périscolaire ;
- apporter un concours financier aux accueils de loisirs périscolaires éligibles via une bonification des nouvelles heures créées le mercredi sous réserve de leur éligibilité. Cette bonification peut être majorée pour les accueils situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville ou dans des communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 900 euros.

Article 8 : Pilotage

La mise en œuvre du projet éducatif territorial/plan mercredi relève de la compétence de la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunal qui en assure le pilotage. Le pilotage du projet est assuré par (*mentionner la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale concerné*) : la commune de Ouistréham

REÇU EN PREFECTURE

le 19/04/2024

Application agréée E-legalite.com

Elle s'appuie sur un comité de pilotage composé de :

- Monsieur le Maire
- Maire adjointe Education, enfance, jeunesse
- Elus municipaux de la commission Education
- Représentant du SDJES du Calvados
- Conseillère CAF du territoire
- IEN de secteur
- Directeur(trice)s des écoles Briand, Charcot et Coty
- Directrice du pôle Education et culture
- Responsable Education en charge des affaires scolaires
- Coordinatrice Enfance et directrice du centre de loisirs
- Responsable du restaurant scolaire
- Coordinatrice du pédibus, temps du repas et entretien
- Coordinatrice pédagogique de la pause méridienne et du Conseil municipal des enfants
- Personnel ATSEM
- Référente familles et habitants
- Responsable de la bibliothèque ou son représentant
- Parents d'élèves élus (1 parent représentant chaque cycle)

Le comité de pilotage a pour rôle le suivi de l'élaboration et de l'application du projet.

Article 9 : Mise en œuvre et coordination

La coordination du projet est assurée par le service compétent de cette collectivité ou de l'établissement public de coopération intercommunal.

Ou si la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunale a fait le choix de déléguer la coordination et la mise en œuvre du projet à un opérateur dans le cadre d'une convention et/ou d'une délégation de service public, préciser la dénomination de l'opérateur qui a reçu cette délégation.

La coordination et la mise en œuvre du projet est assurée par la commune de Ouistréham.

Article 10 : Articulation éventuelle avec d'autres dispositifs et activités

Le cas échéant, les activités prévues dans le projet éducatif territorial et le Plan mercredi sont articulées avec celles proposées dans le cadre du ou des contrat(s) suivant(s) (contrat éducatif local (CEL), projet éducatif local (PEL), contrat enfance jeunesse (CEJ), contrat de ville ou de ruralité, contrat culturel, Cités éducatives, Territoires éducatifs ruraux, etc.) : PEL en 2021-2022, CEJ.

Article 11 : Evaluation

L'évaluation du projet est assurée par le comité de pilotage selon la périodicité suivante : deux fois par an.

Les indicateurs retenus (en fonction des objectifs visés) et les indicateurs quantitatifs figurent en annexe, ainsi que les éventuelles recommandations du groupe d'appui départemental.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention est établie à compter du 1^{er} septembre 2021 jusqu'au 31 août 2024.

Depuis que la circulaire n° 2013-036 du 20 mars 2013 relative au projet éducatif territorial a été abrogée par l'instruction n° 2014-184 du 19 décembre 2014 relative à la promotion de la

REÇU EN PREFECTURE

Le 19/04/2024

Application agréée E-legalite.com

73_CO-014-2114 04884-2024 0415-DL2024 0415_

généralisation des projets éducatifs territoriaux sur l'ensemble du territoire, il n'y a plus de durée maximale d'engagement.

A l'issue de la période de validité de la convention, un bilan final du projet éducatif territorial/plan mercredi est établi par le comité de pilotage en lien avec les signataires de la convention.

La convention peut être dénoncée soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce cas, la dénonciation peut intervenir à tout moment en respectant un préavis de trois mois. Elle doit être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à chacun des autres co-contractants. Le délai de préavis court à compter de la réception de cette lettre.

La convention peut également faire l'objet d'avenants signés par l'ensemble des parties à la présente convention.

A Hérouville Saint Clair, le **04 JUIL. 2022**

La commune de Ouistreham, représentée
par son maire



La directrice académique des services
départementaux de l'éducation
nationale du Calvados,

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to the Director of Departmental Educational Services of the Calvados.

Le préfet du Calvados
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général

Jean-Philippe VENNIN

La directrice de la caisse
d'allocations familiales (CAF) du
Calvados

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Myriam HARLEY, the Director of the CAF of Calvados.

Myriam HARLEY

REÇU EN PREFECTURE

le 19/04/2024

Application agréée E-legalite.com

73_C0-014-2114 04884-20240415-DL20240415_

SS05.1005.000

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 30 mars 1968

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 30 mars 1968